

CommunAction

Le bulletin du réseau développement économique communautaire d'Ottawa

Volume 3, n° 1, hiver 2005 – Gratuit



DANS CE NUMÉRO

L'IMPORTANCE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE POUR LA DURABILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT.....1

ARBOUR ENVIRONMENTAL SHOPPE2

MARCHÉ AGROALIMENTAIRE BIOLOGIQUE3

RUDOLF STEINER, L'AGRICULTURE BIODYNAMIQUE ET LES ÉCOLES WALDORF3

RAY AND GERRIE'S HERBS AND BERRIES4

COOP 301.....5

TUCKER HOUSE.....5

BYTOWN URBAN GARDENS.....6

TRAVAIL AUTONOME : ACCÈS ET RESSOURCES6

NOUVEAU PROJET D'HABITATION À COÛT ABORDABLE.....7

CRITIQUE DE LIVRE : BETTER NOT BIGGER7

SOLUTIONS ABORDABLES DE RECRUTEMENT DE PERSONNEL...8

CALENDRIER DES ACTIVITÉS.....8

ÉCHÉANCES À VENIR8

L'importance du développement économique communautaire pour la durabilité de l'environnement

Entretien avec Mike Kaulbars

De nombreuses personnes œuvrant pour le développement économique communautaire (DEC) se préoccupent de la détérioration de l'environnement et des répercussions à long terme de l'activité économique sur la planète. Selon Mike Kaulbars, coordonnateur du Centre de ressources pour la paix et l'environnement d'Ottawa, le lien qui unit le DEC au mouvement écologiste est parfaitement naturel.

La plupart des biens de consommation, explique M. Kaulbars, sont manufacturés loin des consommateurs à qui ils sont destinés. La production de marchandises se fait généralement dans de grands centres industriels qui ont l'avantage de permettre une économie d'échelle, ce qui réduit les coûts de production. Les biens issus de cette méthode de production sont ensuite distribués aux consommateurs sur de courtes et de longues distances, ce qui réduit les prix à l'achat pour les consommateurs, mais comporte également d'énormes coûts dissimulés. Notamment, le transport de la marchandise de l'usine ou de la ferme jusqu'au consommateur coûte cher à l'environnement si l'on tient compte, entre autres, de l'essence qui doit être brûlée et des réseaux routiers qui doivent être construits pour l'expédition des produits. Malheureusement, ces coûts ne sont pas pris en considération dans la structure de prix conventionnelle. En jargon économique, on appelle ces coûts les « externalités », les « coûts externalisés », ou encore les « coûts sociaux » parce qu'ils échappent aux mécanismes de tarification en fonction du marché. Paradoxalement, de tels coûts sociaux

peuvent en fait sembler bénéfiques dans un bilan financier conventionnel de croissance économique. « C'est ce qu'on pourrait appeler une dépense négative, dit M. Kaulbars. Lorsque je fais de l'emphysème [à cause de la pollution de l'air], je crée des emplois parce que j'occupe un lit d'hôpital. [Même si cela fait croître le PIB], il s'agit en fait d'une perte de productivité. »

Si l'on prenait en considération les conséquences environnementales des méthodes de production et de transport modernes (en économie, on appelle cela « l'internalisation des externalités »), les biens produits localement coûteraient en fait beaucoup moins cher, explique M. Kaulbars. C'est là qu'entre en scène le développement économique communautaire. En sensibilisant le public à la consommation de produits locaux et à l'autonomie économique de leur communauté, le DEC peut mener la société, par un activisme local, à assurer la durabilité de l'environnement.

L'activisme local est crucial dans la réalisation de tout changement social important. L'une des mesures les plus importantes que les organismes communautaires peuvent prendre consiste à inciter les gens à modifier leur attitude. M. Kaulbars donne l'exemple des restaurants qui, en raison du nombre croissant de végétariens au cours des 20 dernières années, offrent maintenant un menu végétarien, alors que cela ne se voyait que rarement auparavant. « Ce n'est pas que la loi ait changé; c'est simplement que des personnes ayant modifié leurs habitudes ont rendu un tel menu rentable. Je ne dis pas que c'est tout ce que ça prend pour arriver à créer un changement structurel fondamental du système économique, admet M. Kaulbars, mais il reste que cela illustre bien ce qu'il est possible d'accomplir en convertissant les gens un à la fois, et en cherchant d'autres solutions. » ♦

— *article rédigé par Nik Sydor*



Arbour Environmental Shoppe

Solutions écologiques



Les gens sont de plus en plus conscients que les décisions qu'ils prennent en tant que consommateurs ont une incidence sur l'environnement. Cette sensibilisation accrue du public et sa préoccupation en ce qui concerne l'environnement ont fait naître une demande pour que les biens de consommation conventionnels soient remplacés par des produits écologiques. Dans bon nombre de communautés, de petites entreprises misent sur cette tendance et, en même temps, travaillent à promouvoir la vision d'un environnement plus durable. Arbour Environmental Shoppe, dans le Glebe, en fait partie.

Arbour Environmental Shoppe ouvre ses portes en 1990. À cette époque, le déboisement soulève de plus en plus d'inquiétude et le mouvement prorecyclage gagne beaucoup de terrain en Amérique du Nord. Reconnaissant la demande considérable sur le marché pour les produits faits de papier recyclé, Adrienne Armstrong décide de fonder Arbour dans un petit local de l'avenue Fourth. Peu de temps après, son partenaire, Sean Twomey, se joint à l'entreprise et depuis, ils la dirigent ensemble.

L'entreprise croît rapidement et, en 1992, à peine deux ans après son ouverture, elle déménage au 800 de la rue Bank, son emplacement actuel. Au début, on n'y vend que de la papeterie et des produits de papier faits de matière recyclée. Mais au fur et à mesure que la consommation respectueuse de l'environnement prend de l'expansion, les clients demandent à avoir d'autres produits écologiques, ce qui incite Arbour à étendre la gamme

d'articles qu'elle offre. Arbour vend maintenant un large éventail de biens de consommation, depuis des dispositifs d'économie de l'énergie et de l'eau à des produits de nettoyage entièrement naturels. Point très encourageant, certains produits qu'on ne pouvait se procurer que chez Arbour ou à d'autres magasins de produits écologiques se taillent maintenant une place sur les étagères des principaux magasins (les ampoules éconergétiques par exemple).

En tant qu'entreprise socialement responsable, Arbour choisit les produits qu'elle vend en fonction de certains critères : par exemple, le produit doit permettre une économie d'énergie et être fabriqué selon les pratiques du commerce équitable. Arbour contribue également aux initiatives environnementales communautaires en servant de billetterie pour les activités de financement d'organismes communautaires de défense de l'environnement et en mettant à la disposition de ces derniers, à l'avant du magasin, un centre de ressources où ils peuvent annoncer leurs activités. De plus, l'entreprise sert de portail aux personnes qui désirent s'engager localement dans le mouvement écologique. Le personnel répond fréquemment à des demandes d'information sur les organismes environnementaux locaux, à qui il réachemine les nombreux appels qu'il reçoit à ce sujet.

Si vous cherchez un cadeau écologique pour les Fêtes, visitez Arbour Environmental Shoppe au 800 de la rue Bank, ou téléphonez-lui au (613) 567-3168. ♦

— *article rédigé par Nik Sydor*

AU SUJET DU RÉSEAU DÉC D'OTTAWA

Le Réseau DÉC d'Ottawa est une initiative sans but lucratif conçue pour stimuler le développement économique communautaire dans la région d'Ottawa. Parrainé par le Conseil de planification sociale d'Ottawa et financé par le Ville d'Ottawa et la Fondation Trillium, le réseau a pour raison d'être:

- de mieux faire connaître le DÉC à Ottawa et de faire en sorte qu'il fasse partie des orientations économiques de la Ville;
- de sonder les parties participant à des initiatives de DÉC ou s'y intéressant afin de cerner les besoins du secteur;
- de fournir des occasions de réseautage aux intervenants du DÉC qui travaillent à mettre en œuvre des projets semblables;
- de fournir une aide technique (comptabilité, administration, planification des affaires et planification stratégique, TI, RP, etc.) aux initiatives de DÉC mises en œuvre à Ottawa

Le réseau est à la recherche de bénévoles ayant une expérience professionnelle, de personnes qui participent à la réalisation d'initiatives de DÉC ou qui s'y intéressent et de donateurs.

Personne-ressource:

Lisa Jayne, coordonnatrice, Réseau de développement économique communautaire d'Ottawa
téléphone : 613.236.9300, poste 304
télécopieur : 613.236.7060
courriel : cednet@spcottawa.on.ca
site Web : www.ced-dec-ott.net

Abonnez-vous à *Commun Action* ! Envoyez un message à cednet@spcottawa.on.ca en mentionnant << abonnement au bulletin de DÉC >> en objet. Pour en savoir davantage sur le Réseau DÉC d'Ottawa, les déjeuners causeries ou d'autres activités à venir, communiquez avec Lisa Jayne, coordonnatrice du Réseau DÉC d'Ottawa au (613) 236- 9300, poste 304, ou à cednet@spcottawa.on.ca, ou encore, consultez régulièrement notre site Web à www.ced-dec-ott.net.

Marché agroalimentaire biologique

Des produits sains depuis près de 20 ans

Le marché agroalimentaire biologique offre de tout : fruits, légumes, lait, fromage, pain frais et desserts maison, ou encore des produits d'artisanat comme des chandelles ou des colliers fabriqués à la main. Mis à part les manteaux en Gore-Tex, c'est sûrement ce à quoi ressemblait un marché à l'époque médiévale. Le parallèle est d'autant plus apparent que les deux marchands portent un chapeau de fou du roi.

Bien qu'il présente quelques similitudes superficielles avec le commerce d'une époque révolue, ce marché participe en fait à un mouvement qui cherche à révolutionner notre façon de percevoir le monde. L'inquiétude croissante que soulève l'empreinte laissée par les pratiques agricoles industrielles sur l'environnement pousse de nombreuses personnes à chercher des solutions de consommation écologiques. Les consommateurs se rendent de plus en plus compte que les produits chimiques utilisés dans la production de leurs aliments peuvent avoir des conséquences directes sur leur santé.

Le marché agroalimentaire biologique répond donc à la demande de ces personnes. En plus d'être cultivés sans pesticide ni herbicide artificiels, les aliments qui s'y trouvent sont des produits locaux. Cela signifie qu'il n'a fallu que peu de combustible fossile pour les transporter jusqu'au marché, un autre point sur lequel les pratiques agricoles conventionnelles soulèvent l'inquiétude.

Il existe un lien étroit entre le marché et la communauté. De toute évidence, beaucoup de clients sont réguliers puisqu'ils en sont venus à connaître les marchands. Certains y viennent depuis la toute première fois où, il y a 18 ans, l'école Parsifal Waldorf a invité les agriculteurs biologiques d'Ottawa et du Québec à venir vendre leurs produits dans son établissement. L'école Parsifal Waldorf se fonde sur les principes

d'enseignement de Rudolf Steiner, qui s'intéressait également à l'agriculture biologique. Il tombait donc sous le sens qu'elle accueille un marché agroalimentaire biologique.

Art Ketting, qui décrit ses fonctions au sein du marché agroalimentaire biologique comme « celui qui court d'un bout à l'autre de la ville », estime que le marché prend lentement de l'expansion. Il se fait connaître par le bouche à oreille et de plus en plus d'agriculteurs biologiques appellent M. Ketting pour lui demander d'y vendre leurs produits. Pour avoir un stand au marché, un agriculteur doit cultiver des plants certifiés biologiques par un organisme de certification indépendant, reconnaissance dont l'obtention peut prendre jusqu'à trois ans. La plupart des agriculteurs certifiés biologiques ont, dès le départ, choisi d'établir une ferme biologique par intérêt personnel, explique M. Ketting, mais certains, déjà établis, ont décidé d'adopter les pratiques biologiques après s'être rendu compte des bénéfices de l'agriculture non industrielle. Le délai d'obtention de la certification est en général beaucoup plus long pour ces agriculteurs qui abandonnent les méthodes conventionnelles au profit des méthodes biologiques.

La durabilité de l'environnement est l'une des principales préoccupations des agriculteurs biologiques. Une attention toute particulière est portée pour épuiser le moins possible les éléments nutritifs des sols et réduire au minimum les autres effets néfastes de l'agriculture sur l'environnement. Comme l'explique David Charette, agriculteur biologique depuis presque 20 ans, « il est tout aussi important d'avoir des richesses dans le sol que dans son compte en banque. » Toutefois, gagner sa vie en tant qu'agriculteur biologique demeure difficile. Sans l'utilisation des pesticides, des herbicides et des engrais chimiques qu'utilisent les fermes industrielles, le rendement de l'agriculture biologique est généralement bien inférieur à celui de l'agriculture conventionnelle. Les consommateurs sensibles à la cause écologique sont généralement prêts à

payer un peu plus cher pour avoir des aliments biologiques, et un produit biologique se vend légèrement plus cher qu'un aliment cultivé selon les méthodes conventionnelles. Toutefois, cet écart n'est pas très grand et les agriculteurs du marché biologique semblent motivés davantage par l'amour de la terre que par celui de l'argent.

« Pour moi, il n'y a pas d'autre façon [que l'agriculture biologique], il n'y a qu'une seule façon [de cultiver] » explique Hedwig Clatworthy, qui dirige une ferme familiale biologique et biodynamique.

Rudolf Steiner, l'agriculture biodynamique et les écoles Waldorf

Rudolf Steiner (1861-1925) était un philosophe et mystique allemand qui, en fusionnant le mysticisme occulte et le christianisme, a donné naissance à la philosophie de l'anthroposophie.

M. Steiner est le fondateur de ce qu'on appelle l'agriculture « biodynamique ». Cette méthode d'agriculture, aujourd'hui utilisée par certains agriculteurs biologiques, est basée sur la philosophie voulant que de nombreuses « énergies » influent sur la croissance des plantes et des cultures. Ainsi, par exemple, un agriculteur biodynamique tient compte du cycle de la lune lorsqu'il décide de la date à laquelle ensemercer.

Rudolf Steiner a également créé l'enseignement Waldorf, une forme de pédagogie qui préconise la pratique et l'expérience plutôt que la théorie et l'apprentissage par cœur.

Les adeptes de ce système d'éducation controversé soutiennent que l'enseignement Waldorf favorise l'individualité et la liberté de pensée et que les écoles Waldorf permettent aux enfants de s'épanouir pleinement. Les opposants maintiennent que les écoles Waldorf suivent en fait un but religieux dissimulé et que l'anthroposophie est davantage une croyance occulte qu'une philosophie raisonnée. ♦

— *article rédigé par Nik Sidor*

Marché agroalimentaire biologique, continuée...

« Plus l'aliment ou la façon dont il est cultivé se rapproche de ce que Dieu a créé, plus il est sain pour nous. Tous les produits qu'achètent la plupart des gens sont à l'opposé de la nature. Les saveurs, les colorants, les agents de conservation ajoutés... je ne crois vraiment pas que ce soit bon pour nous. » Gerrie Baker, de Ray and Gerrie's Herbs and Berries, une ferme biologique qui produit à longueur d'année, partage la même opinion sur l'importance d'une alimentation saine : « Je crois sincèrement que l'alimentation est la clé de l'apprentissage. Une petite fille [qu'elle a hébergée en famille d'accueil] avait un trouble déficitaire de l'attention. Elle ne réussissait pas du tout en mathématiques et avait de la difficulté à dormir. Maintenant, elle réussit à l'école et dort bien. Mais je n'ai pas vraiment de mérite, ajoute Mme Baker en toute modestie, tout ce que j'ai fait, c'est de la nourrir convenablement. »

Le marché agroalimentaire biologique est ouvert tous les samedis, de 10 h à 14 h, à l'école Parsifal Waldorf, à l'angle de la rue Bank et du chemin Heron. ♦
— *article rédigé par Nik Sydor*

Ray and Gerrie's Herbs and Berries

Visite d'une ferme biologique de l'Ontario

Ray and Gerrie's Herbs and Berries est une ferme biologique qui produit à longueur d'année et qui se spécialise, comme le dit son nom, dans la culture des herbes et des baies. L'été, les champs sont cultivés à l'aide d'un âne (également une source d'engrais biologique) mais l'hiver, toutes les cultures et la production sont reléguées dans une serre construite à la main tout près de la ferme.

La serre elle-même est très simple : rien de plus qu'une énorme toile de plastique robuste clouée à une charpente de bois. Mais la simplicité apparente de cette architecture n'enlève rien à son efficacité; à l'intérieur se trouve un monde complètement différent du paysage stérile, froid et boueux de l'extérieur. Cette serre, explique Gerrie, produit des piments forts, des herbes et des légumes biologiques tout l'hiver.

Les animaux nuisibles peuvent constituer un problème majeur et les agriculteurs biologiques doivent recourir à diverses méthodes naturelles pour lutter contre ceux-ci. On plante des rangées d'œillets d'Inde à divers endroits dans la serre pour repousser les insectes des plants et on utilise des coccinelles pour contrôler les populations de pucerons et de mouches blanches. De telles méthodes sont beaucoup moins efficaces que les produits commerciaux antiparasitaires. Gerrie estime que leurs récoltes sont probablement de 20 fois inférieures à celles d'une serre commerciale qui cultiverait plus ou moins les mêmes plants, bien qu'une partie de cet écart, admet-elle, soit due à un manque d'expérience, puisque Ray and Gerrie's Herbs and Berries n'existe que depuis deux ans. Heureusement, la communauté est très unie et Ray et Gerrie ont reçu des conseils pratiques de la part d'autres agriculteurs biologiques locaux.

Gerrie et Ray ont une vision ambitieuse pour leur terre. Ultiment, ils aimeraient

y établir une école de style Waldorf, où seraient également logés les enseignants/superviseurs et les étudiants. Le but de cette école serait non seulement d'enseigner aux enfants les trois « R » du curriculum régulier, mais aussi d'inculquer aux jeunes défavorisés l'amour de la nature et du plein air et de leur enseigner l'interdépendance qui existe entre l'environnement, l'homme et la Terre.

Ferme partisane des bienfaits de l'exposition à la nature, Gerrie explique que, selon elle, retirer les enfants de leur milieu urbain leur est bénéfique. « Sortir un enfant de la ville pour une période de six mois, voire six ans, le met en relation avec la Terre et les écosystèmes qu'il faut protéger et dont ces enfants n'ont aucune notion. Je sais qu'ils l'apprennent à l'école, poursuit-elle, mais tant qu'une personne ne se rend pas elle-même dans la forêt et ne verra pas, en se promenant, une bouteille de boisson gazeuse, elle ne réalisera pas à quel point cela constitue une insulte à la beauté de la nature, et ne pourra donc pas véritablement comprendre. »

Ray et Gerrie sont une famille d'accueil depuis longtemps. Peu après avoir bâti la serre, ils se sont rendu compte que, grâce à l'augmentation de leur capacité de culture, ils pouvaient nourrir et donc accueillir plus d'enfants. De là est née l'idée de l'école.

Gerrie a également été touchée de voir qu'une jeune femme qu'elle a rencontrée est diplômée d'un programme universitaire en sociologie et en travail social, mais qu'à défaut de pouvoir se trouver un emploi dans son domaine, elle travaille dans une bijouterie. Gerrie considère une telle situation comme un gaspillage de ressources. En ouvrant une école sur sa ferme, elle aiderait au moins quelques diplômés à trouver un emploi comme éducateurs ou conseillers. ♦
— *article rédigé par Nik Sydor*

DEC EN ACTION

La COOP 301

Des aventures en couture et en jardinage

La Coop 301 expose ses confections tout en couleur dans son local au sous-sol de Heartwood House (153 Chapel). Ne manquez pas d'y faire un tour pendant votre magasinage de Noël. On y vend des gants et des chapeaux en molleton pour enfants et adultes, des sacs à chaussures et à cocotte, des sacs crochetés et bien d'autres articles pratiques et originaux. La Coop est en pleins préparatifs pour sa vente annuelle « Un monde de couleur » qui se déroulera le 4 décembre. Elle invite groupes communautaires et artistes à louer des tables pour y exposer leurs œuvres. Musique et nourriture seront au rendez-vous!

La table de la Coop présentera des articles cousus et des pots de miel. Oui, du miel, dans des pots dont le couvercle est orné de tissu aux couleurs vives. « Le miel, c'est mon passe-temps », explique Lucile Champagne, l'âme de la Coop 301. « J'éleve des abeilles et je forme des apiculteurs depuis 1975. C'est de famille. » Mme Champagne a transmis son savoir sur l'apiculture et le miel à des membres de la Coop. « J'ai accueilli environ cinq personnes chez moi pour faire la mise en pots. Il faut savoir comment s'y prendre pour stériliser les pots », ajoute-t-elle.

L'été, des membres de la Coop se rendent dans une ferme à Rockland, où ils cultivent leur propre jardin. « Il y a des poules. Et nous pouvons nous servir de la machinerie. Nous apportons notre déjeuner », explique Mme Champagne. « Certains membres disent qu'ils s'y sentent chez eux. Dans leur pays, ils élèvent des poules et mangent des aliments frais ». Les excursions à la ferme, le miel et la couture sont des exemples du travail inlassable de Lucile Champagne en faveur de la solidarité communautaire. « Nos membres sont diversifiés, nous apprenons les uns des autres », affirme-t-elle. « J'aimerais lancer

un projet qui s'inspirerait des " Jardins de Cocagne ". »

« Il existe un début de partenariat entre nous et Tucker House, où vient de commencer un programme d'agriculture communautaire. Nous pourrions en réaliser un, mais pour cela, il nous faudrait un employé rémunéré et du transport », dit-elle, d'un air rêveur. Si l'on connaît la détermination de Mme Champagne, il y a fort à parier que son rêve de rapprocher campagne et pauvreté urbaine se réalisera un jour.

pour en savoir davantage
sur Coop 301 : communiquer avec Lucile Champagne au 562-1739 ou par courriel au coop301@magma.ca;
sur l'agriculture communautaire :
« Community Agriculture Keeps Our Food Local », *Peace and Environment News*, 1995 : <http://perc.ca/PEN/1995-04/s-community.html>
Community Shared Agriculture: A Win-Win-Win situation, par REAP Canada : <http://www.eap.mcgill.ca/MagRack/SF/Spring%2094%20F.htm>. ♦

— *article rédigé par Lisa Jayne*

Les Jardins de Cocagne, ce sont des coopératives maraîchères mises sur pied en 1991 par l'Association Julienne Javel à Besançon, en France. Dans ces jardins travaillent des femmes et des hommes démunis (sans abri ou sans emploi stable) qui, ensemble, cultivent des légumes biologiques destinés à la vente et à leur propre consommation. Il existe aujourd'hui dans la région une soixantaine de ces fermes, qui forment l'association des Jardins de Cocagne. Chaque ferme vise les mêmes objectifs de développement socio-économique. Les jardins favorisent également l'intégration sociale (en combattant l'isolement et en éliminant les barrières interculturelles) et l'accès à l'emploi.

Pour en savoir davantage sur les Jardins de Cocagne, consulter les articles suivants en ligne :

Genève : Les Jardins de Cocagne ont mis la campagne dans la ville, par Blaise DuPasquier :

http://www.delaplanete.org/article.php3?id_article=86

Les jardins de Cocagne ou comment cultiver la solidarité, par Jean-Guy Henckel :

<http://patrimoine.saline.free.fr/henckel.htm>

Tucker House

Tradition et communauté

La maison Tucker a été construite en 1871 par Stephen et Lucy Tucker, qui l'ont offerte en cadeau à leur fils Stephen. Comme beaucoup d'anciennes maisons de ferme, elle est entièrement construite de matériaux locaux. Les fondations sont de pierre calcaire tirée d'une carrière derrière la propriété, tandis que les planchers et les murs sont entièrement faits de pin blanc, arbre qui foisonnait à l'époque. Aujourd'hui, l'administration de Tucker House perpétue l'esprit pionnier d'autonomie et d'intégration environnementale dont témoignage l'édifice. On cultive des aliments dans les jardins biologiques du domaine, et Tucker House est très engagée sur le plan communautaire rural.

Tucker House a pour philosophie de faire apprécier la nature dans une optique spirituelle et profonde, principalement par l'éducation. Il s'y déroule un camp d'été pour enfants, pendant lequel les jeunes découvrent les liens étroits qui unissent humains, nature et écosystèmes. Les enfants font des randonnées en nature sur une piste qui traverse cinq micro-écosystèmes distincts et ont aussi l'occasion de travailler dans les jardins biologiques. Cela les aide à comprendre que la nourriture n'est pas un produit tout fait qu'on achète dans un magasin, mais bien le fruit de la terre.

Tucker House dirige également un programme d'agriculture communautaire intitulé « Bunching Onions ». Des familles achètent des parts dans les récoltes d'un cultivateur biologique au printemps et reçoivent en échange 16 livraisons hebdomadaires de légumes frais et de fines herbes au cours de l'été. Il s'agit d'une excellente façon de promouvoir la consommation de produits locaux et d'assurer aux agriculteurs un revenu au début de la saison de croissance, soit au moment où ils en ont le plus besoin. Cette façon de procéder contribue également à réduire les risques liés à la production d'aliments biologiques.

Pour se renseigner sur le camp d'été, sur la possibilité de faire une retraite ou de louer les locaux pour une réunion d'affaires, ou sur le programme d'agriculture communautaire de Tucker House, il suffit de composer le (613) 446-5516 ou de visiter le site www.tuckerhouse.ca. ♦

— *article rédigé par Nik Sydor*

Bytown Urban Gardens

Jardinage organique en plein centre-ville

On ne s'imagine pas le centre-ville d'Ottawa comme un lieu propice à de saines pratiques agricoles. Pourtant, c'est bien là que se trouvent les Bytown Urban Gardens, ou BUGS, une coopérative d'horticulture biologique en milieu urbain. Située un peu à l'est du YMCA/YWCA sur la rue Argyle, BUGS permet aux résidents du centre-ville d'Ottawa de cultiver leurs propres légumes, chose qui leur serait autrement impossible car la majorité d'entre eux occupent des appartements sans jardin. BUGS met aussi à la disposition des résidents des bacs de compostage dans lesquels peuvent être déposés des déchets organiques. De plus, les enfants qui participent aux activités du « Y » peuvent venir y jardiner dans leur propre parcelle. Une partie de la récolte des jardins de BUGS est donnée à des refuges locaux.

Le terrain qu'occupe BUGS est destiné à l'aménagement urbain au cours des prochaines années. La clientèle de l'organisme, grâce à une campagne qu'elle a orchestrée et qui comportait des pétitions, a obtenu qu'un espace soit accordé à BUGS pour qu'il puisse continuer ses activités. L'emplacement de ce nouveau terrain est cependant encore inconnu.

Afin d'amasser des fonds et d'assurer le maintien de cette initiative communautaire, les membres de BUGS vendront à l'avance des billets pour l'achat d'arbres de Noël en décembre. Dix pour cent des profits de cette vente serviront au maintien des jardins, tandis que le reste sera versé au YMCA/YWCA de la capitale nationale. Pour en savoir davantage sur BUGS ou pour acheter un billet, téléphoner à David Hooton au (613) 236-4991. ♦

— *article rédigé par Nik Sydor*

Travail autonome : accès et ressources

Les personnes marginalisées font face à des obstacles

Le Réseau de développement économique communautaire d'Ottawa (Réseau DÉC) a réalisé dernièrement un sondage informel auprès d'organismes qui aident les gens à trouver du travail. On a demandé au personnel s'il connaissait des gens qui rêvaient d'un travail autonome. Une attention particulière a été portée aux problèmes des personnes qui vivent en marge de la société – les nouveaux immigrants, la population autochtone et les personnes à faible revenu. L'étude examinait l'intérêt perçu pour la création d'entreprises coopératives et la viabilité de celles-ci. Voici quelques-uns des résultats obtenus :

Les répondants ont relevé cinq principaux obstacles auxquels se heurtent les personnes marginalisées qui aimeraient devenir travailleurs autonomes :

- (1) manque d'études pertinentes,
- (2) problèmes associés au système d'assurance-emploi,
- (3) obstacles linguistiques,
- (4) absence de fonds pour les programmes,
- (5) taux de réussite à long terme non évalués.

Les chômeurs marginalisés sont peu portés à se tourner vers le travail autonome.

La majorité des organismes d'aide au travail autonome qu'on a interrogés estiment qu'il faut effectuer des recherches plus poussées pour évaluer l'efficacité des ressources offertes aux personnes marginalisées pour s'établir à leur compte. Toute évaluation devrait viser tant le point de vue des personnes concernées que celui du personnel chargé de faciliter la recherche d'emploi et d'assurer des services de travail autonome. La viabilité des entreprises coopératives par opposition aux formules traditionnelles de travail autonome devrait également faire l'objet d'études plus approfondies.

Les répondants croient qu'il faut résoudre ces problèmes et se sont montrés intéressés à participer à des discussions de groupe à cette fin. Accroître l'accès au travail autonome et aux initiatives coopératives pourrait stimuler l'économie et permettre aux personnes marginalisées de s'intégrer à la population active.

Le Réseau DÉC organisera des rencontres avec des organismes d'aide au travail autonome, des personnes marginalisées qui souhaitent devenir travailleurs autonomes, des représentants du Réseau DÉC et d'autres intervenants. Pour en savoir davantage ou pour organiser une séance de groupe, communiquer avec Lisa Jayne, coordonnatrice du Réseau DÉC, par courriel au cednet@spcottawa.on.ca ou par téléphone au (613) 236-9300, poste 304. ♦

— *article rédigé par Ryan C. Clarke*

Nouveau projet d'habitation à coût abordable

Initiative rendue possible par la CCOC



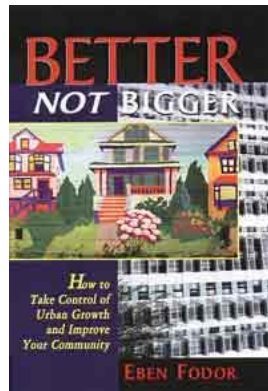
La Centretown Citizens Ottawa Corporation fait actuellement construire des unités d'habitation à coût abordable. Le nouveau complexe du 1142, chemin Richmond comportera 23 unités.

Le projet a reçu une aide considérable de la Ville d'Ottawa, notamment grâce à un loyer symbolique annuel de 1 \$ pour le terrain (propriété de la Ville). La Ville a également exempté le projet des redevances d'exploitation, de la perception de droits aux fins de l'aménagement de parcs et des frais de permis de construire.

Une pénurie d'habitations à coût abordable sévit actuellement à Ottawa. Alors que le taux d'inoccupation des appartements est de 2,9 p. 100, celui des logements à coût abordable (que la CCOC définit comme un logement pour lequel le locataire ne paie pas plus de 30 p. 100 de son revenu disponible) est beaucoup moindre. Les faibles taux de rendement des projets d'habitation à coût abordable découragent les promoteurs privés, qui préfèrent construire des logements plus rentables. La CCOC et d'autres organismes apparentés visent à combler cette lacune.

Pour en savoir davantage sur la Centretown Citizens Ottawa Corporation et ses activités, consulter son site Web au <http://www.ccohousing.org>. ♦

— article rédigé par Nik Sydor



Critique de livre : Better Not Bigger

Better Not Bigger, d'Eben Fodor

Nous avons tous eu cette expérience : en passant près de notre champ ou boisé préféré, nous constatons qu'il a été rasé et pavé en vue d'un aménagement de banlieue ou d'un projet d'habitation. Les laideurs de l'étalement urbain sont manifestes pour la plupart d'entre nous. Pourquoi donc les villes continuent-elles de s'étendre?

Dans son livre *Better not Bigger*, Eben Fodor explique que la croissance urbaine est loin d'être la formule garante de prospérité qu'on s'imagine souvent. Les coûts cachés de la croissance, comme la hausse des taxes à verser pour l'expansion de l'infrastructure, la détérioration de l'environnement et les taux de criminalité plus élevés, viennent annuler les avantages pouvant découler d'une activité économique accrue. Ces derniers sont d'ailleurs souvent illusoire. Par exemple, ce ne sont pas nécessairement les résidents d'une ville qui profitent de la hausse du nombre d'emplois résultant de la croissance industrielle – souvent, des résidents d'autres collectivités viennent s'installer dans une ville pour y trouver de l'emploi.

Tandis que l'ensemble des résidents doit assumer les frais de la croissance, seul un secteur plutôt restreint profite de ses avantages, soit les sociétés de construction et certaines entreprises. Les coûts de la croissance sont supérieurs aux avantages qui en découlent, et comme ceux qui en profitent sont peu nombreux, ils n'ont pas

de difficulté à organiser des groupes de pression en leur faveur. Voilà pourquoi la croissance se maintient.

L'auteur décrit un certain nombre d'options stratégiques qui permettraient aux administrations municipales de faire ralentir ou même cesser complètement la croissance. Il encourage également les citoyens à prendre une part active au processus décisionnel local et à s'organiser pour contrecarrer efficacement le travail du lobby qu'il appelle la « machine de la croissance ».

Cependant, les mesures qu'il propose ne sont que provisoires et ne pourraient subsister dans un système économique fondé sur l'expansion continue. Dans le dernier chapitre du livre, Eben Fodor explique qu'en fin de compte, il faut non seulement des villes durables, mais aussi une économie durable. À long terme, on ne pourra résoudre les problèmes de l'étalement urbain si on ne s'attaque pas d'abord aux problèmes inhérents à une économie axée sur la croissance. Les citoyens et les décideurs à tous les paliers de gouvernement feraient bien de réfléchir à la question. ♦

— article rédigé par Nik Sydor

Solutions abordables de recrutement de personnel : stagiaires

Les universités, collèges et écoles secondaires sont d'excellentes sources de travailleurs enthousiastes pour les entreprises sociales et les organismes sans but lucratif

Les organismes sans but lucratif et à vocation communautaire manquent souvent de bénévoles et de personnel compétent. Les stages d'éducation coopérative aux niveaux universitaire, collégial et secondaire constituent d'excellentes occasions de trouver des gens doués et dynamiques qui sont prêts à travailler gratuitement ou contre rémunération.

Le salaire n'est normalement pas leur principale préoccupation, mais les stagiaires seront toujours heureux de toucher une certaine rémunération. Ce qui les intéresse par-dessus tout, c'est d'acquérir une bonne expérience pratique et des compétences en demande. Les étudiants de programmes très variés s'inscrivent au volet d'éducation coopérative. Les organismes qui cherchent à combler des postes ont donc de bonnes chances de trouver parmi eux des candidats qualifiés.

De nombreux établissements d'enseignement acceptent des demandes d'employeurs en janvier pour les stages d'été (de mai à août). Afin d'attirer les bons candidats, les organismes devraient rédiger des descriptions de poste qui sauront répondre aux intérêts des étudiants.

Les organismes intéressés devraient consulter les sites Web ci-dessous pour se renseigner sur les stagiaires disponibles au sein des universités et des conseils scolaires, pour obtenir les coordonnées des personnes-ressources ou pour en savoir davantage sur les programmes de stages.

Université Carleton :
<http://www.carleton.ca/co-op/index.shtml>
Université d'Ottawa :
http://www.uottawa.ca/academic/coop/francais/index_employeurs.htm
Collège Algonquin :
<http://www.algonquincollege.com/coop/employer/index.htm>
La Cité Collégiale :
http://www.lacitec.on.ca/entrep_serv_stages.php
Ottawa-Carleton District School Board :
http://www.ocdsb.edu.on.ca/general_info/fact_sheets/coop_ed.htm ♦
— article rédigé par Kelly Nares

Calendrier des activités



Les 14 et 15 janvier

Pièce de théâtre – activité de financement de l'ONAP : *Danny, King of the Basement* est l'histoire d'un jeune sans-abri qui touche la vie des personnes dans son entourage. L'action est rapide et la pièce est remplie d'humour, mais des questions sérieuses y sont aussi abordées. Adultes et jeunes de 7 ans et plus sauront apprécier cette pièce. Les billets se vendent 20 \$. La représentation du vendredi 14 janvier commencera à 19 h 30 et celle du samedi 15 janvier, à 14 h. Une contribution volontaire sera acceptée le 15 janvier à défaut de billet. Les profits seront versés à l'Organisation nationale anti-pauvreté (ONAP). On peut commander des billets auprès de l'ONAP en composant le 789-0096. Les représentations auront lieu au Centre Bronson, au 211 de l'avenue Bronson. On cherche encore des bénévoles qui seraient prêts à aider à la promotion, à la vente des billets (à l'avance ou à la billetterie au moment des représentations)

ainsi qu'au montage et au démontage des décors. Les personnes intéressées doivent téléphoner au (613) 789-0096.

Échéances à venir :

1er février 2005

Subventions de la Fondation communautaire d'Ottawa (FCO) : la FCO accorde des subventions à des organismes de charité reconnus comme tels par l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Les organismes doivent être établis à Ottawa et les projets doivent profiter à la population de la région. On peut obtenir les lignes directrices sur les subventions et des formulaires de demande sur le site Web de la FCO au http://www.communityfoundationottawa.ca/site/site_fr/index.htm ou en communiquant avec le bureau des subventions au (613) 236-1616, poste 223.

1er mars 2005

...ainsi que le 1^{er} juillet et le 1^{er} novembre

Subventions de la Fondation Trillium de l'Ontario (FTO) : la FTO offre trois types de subventions à durée limitée : les subventions de fonctionnement, les subventions aux fins de projets et les subventions d'immobilisations. Pour en savoir davantage, consulter le site Web de la Fondation : <http://www.trilliumfoundation.org/OTF-French/new/index.htm> ou communiquer avec Jean Yves Pelletier au (613) 239-0683; jpelletier@trilliumfoundation.org.

PROCHAIN NUMÉRO

Si vous voulez faire connaître un partenaire commercial ou rédiger un article, rendre compte d'une ressource, traiter d'un projet de DÉC ou faire la promotion d'une initiative ou d'une activité, veuillez communiquer avec Lisa Jayne : (613) 236-9300, poste 304 ou cednet@spcottawa.on.ca. Date de tombée : le 24 janvier 2005.

L'édition de ce numéro a été assurée par le travail de Nik Sydor et Steffen Christensen